



CONJONCTURE ECONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e trimestre 2024

La fin de l'année 2024 est marquée par une décélération de l'inflation à 0,37 % en glissement trimestriel contre 0,79 % au trimestre précédent. L'évolution de l'inflation reste soutenue par la hausse des prix alimentaires, toutefois, la consommation alimentaire se maintient tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. En revanche, les importations de biens non durables reculent. Sur un an, la consommation totale des ménages affiche une progression.

Parallèlement, les importations de biens d'investissement à destination des entreprises ont connu une reprise au cours de la même période. Cette augmentation contraste avec la diminution continue de l'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises par le secteur bancaire.

Enfin, l'activité dans les principaux secteurs de l'économie reste plutôt bien orientée. Après des prises record au dernier trimestre, la filière halieutique affiche un repli sur cette fin d'année mais le bilan annuel demeure toutefois positif. La fréquentation touristique poursuit son dynamisme, toujours stimulée par l'afflux de croisiéristes. Seul le secteur du BTP affiche des résultats mitigés à fin décembre 2024.

La consommation des ménages augmente en glissement annuel dans un contexte de ralentissement de l'inflation

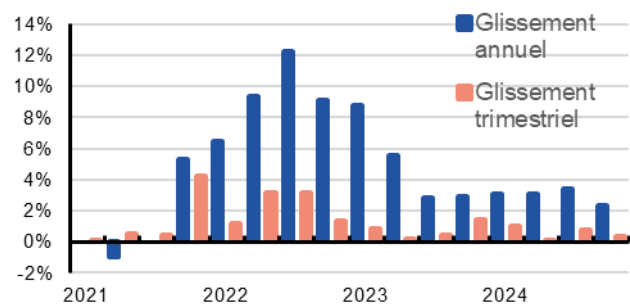
L'inflation ralentit au cours des trois derniers mois de l'année 2024

Au cours du quatrième trimestre 2024, l'inflation en glissement trimestriel (g.t.) ralentit à 0,37 %, contre 0,79 % à la fin septembre 2024.

Cette décélération s'explique principalement par la moindre progression des prix du tabac (+1,6 % en g.t. après +6,6 %) et la baisse des prix de l'énergie. Après une stabilité au trimestre précédent, ces derniers reculent sous l'effet de la diminution des prix du fioul de chauffage (-7,3 % en g.t.) et du carburant (-4,0 % en g.t.). En revanche, les prix de l'électricité restent inchangés pour le troisième trimestre consécutif.

Le ralentissement de la hausse des prix des produits de santé (+0,8 % en g.t. après +2,4 %) contribue également à la modération de l'inflation. À l'inverse, les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées poursuivent leur progression au même rythme qu'au trimestre précédent (+1,0 % en g.t.), portés par l'augmentation des prix des fruits (+7,8 % en g.t. après +4,3 %) et des légumes (+2,8 % en g.t. après +2,6 %). Enfin, la hausse plus marquée des prix des services de restauration (+1,9 % en g.t. après +0,4 %) contribue significativement à l'inflation de fin d'année.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : Préfecture

En glissement annuel (g.a.), l'inflation ralentit de façon plus marquée, passant de 3,4 % au troisième trimestre à 2,3 %. Ce repli s'explique en grande partie par la baisse des prix de l'énergie (-1,7 % en g.a. après +8,7 %), notamment ceux du fioul de chauffage (-7,3 % en g.a. après +13,5 %) et du carburant (-8,6 % en g.a. après +0,4 %). La variation des prix de l'électricité (+9,1 % en g.a.) atténue toutefois cette tendance.

La baisse des prix du carburant limite également l'effet de la hausse des prix des achats des véhicules (+4,9 % en g.a. après +5,0 %) sur les prix du transport (+0,4 % en g.a. après +2,1 %).

L'inflation reste néanmoins soutenue par la hausse des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+2,4 % en g.a. comme au T3 2024), du tabac (+8,6 % en g.a. après +6,9 %), des produits de santé (+4,8 % en g.a. après +7,2 %) et des services de restauration (+6,2 % en g.a. après +5,1 %).

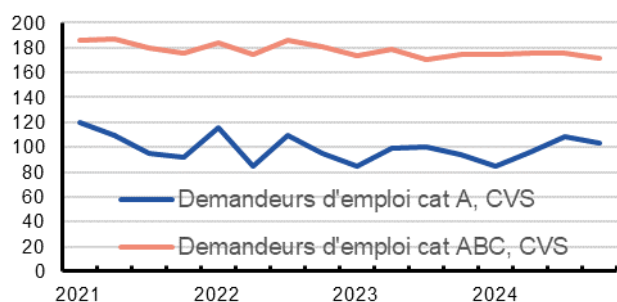
Globalement, les prix des biens manufacturés ralentissent nettement (+1,8 % en g.a. après +5,1 %), tandis que ceux des services enregistrent une légère accélération (+2,0 % en g.a. après +1,7 %).

À fin décembre 2024, l'inflation mesurée à Saint-Pierre-et-Miquelon demeure plus élevée qu'au niveau national (1,3 % en g.a.), une tendance qui se retrouve dans l'ensemble des grandes catégories de produits, à l'exception des services et des produits énergétiques.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente légèrement sur un an

À la fin décembre 2024, le marché du travail à Saint-Pierre-et-Miquelon reste bien orienté.

Indicateurs du marché du travail



Source : France Travail, traitement CVS IEDOM

Fin décembre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) de catégorie ABC s'élève à 179 personnes, en légère baisse sur un an (-5 DEFM). En revanche, le nombre de DEFM de catégorie A évolue de manière opposée (+9 DEFM) pour s'établir à 111 personnes.

L'analyse avec correction des variations saisonnières (CVS, voir graphique) montre une baisse en glissement trimestriel du nombre de DEFM de catégorie A et de catégorie ABC (-5,2 % et -2,6 % en g.t. respectivement).

49 nouvelles offres d'emploi ont été enregistrées au cours des trois derniers mois de l'année 2024 par France Travail contre 50 au cours de la même période en 2024.

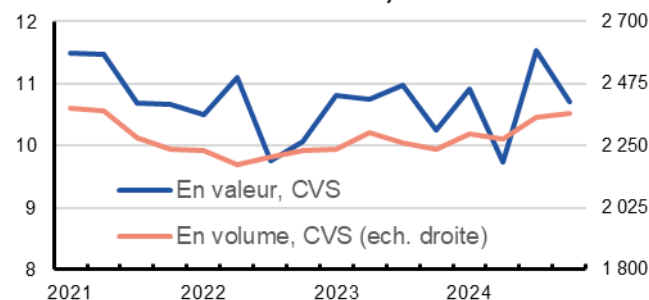
Sur un an, la consommation totale des ménages augmente

Après avoir fortement augmenté au cours du troisième trimestre 2024, les importations à destination des ménages (CVS) se replient en valeur (-7,3 % en g.t. après +18,6 %).

Dans le détail, les importations de biens alimentaires évoluent peu (+0,2 % en g.t. après +0,5 %) tandis que les importations des autres biens non durables (-1,4 % en

g.t. après +6,0 %) et des biens durables (-2,5 % en g.t. après +9,1 %) reculent.

Importations de biens de consommation (en millions d'euros et en tonnes)



Source : Douanes, traitement CVS IEDOM

À l'inverse, les importations en volume de biens de consommation (CVS) sont presque inchangées par rapport au trimestre précédent (+0,7 % en g.t. après +3,5 %). Cela s'explique par la stagnation des importations de biens alimentaires (0,0 % en g.t. après +3,1 %) alors que les importations des autres biens non durables (+8,2 % en g.t. après +42,0 %) et des biens durables (+3,6 % en g.t. après -10,4 %) sont en hausse.

En glissement annuel toutefois, les importations de biens de consommation à destination des ménages (CVS) progressent à la fois en valeur (+4,3 %) et en volume (+6,0 %), portée par les importations de biens durables (+27,2 %) et dans une moindre mesure les importations de biens alimentaires (+0,4 %). De fait, les importations de véhicules de tourisme progressent significativement sur l'année 2024 (+45,6 % en valeur et +36,3 % en volume).

Sur l'ensemble de l'année 2024, les indicateurs de la consommation des ménages évoluent en ordre dispersé. En effet, les importations de biens de consommation varient peu en valeur (+0,2 %) mais augmentent de façon plus marquée en volume (+4,2 %).

Enfin, l'encours des crédits à la consommation (CVS), reste orienté à la hausse (+0,4 % en g.t. après +1,3 %) et atteint 28,0 millions d'euros. Sur un an, il augmente de 5,7 %.

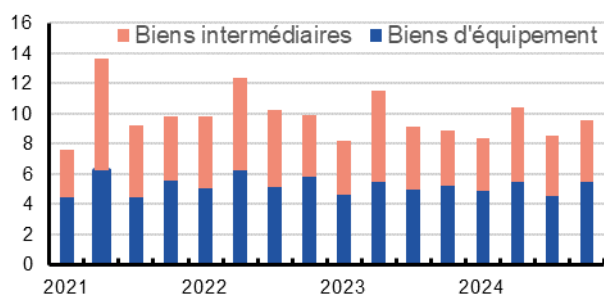
En valeur, l'investissement des entreprises affiche une bonne dynamique

Au quatrième trimestre 2024, les importations de biens d'investissement se redressent en valeur (+12,5 % en g.t. après -18,0 %), malgré une forte contraction en volume (-23,7 % en g.t. après -66,5 %).

Les importations de biens d'équipement progressent à la fois en valeur (+19,9 % en g.t. après -16,5 %) et en volume (+5,9 % en g.t. après -2,4 %). Cette hausse est principalement portée par l'augmentation des importations d'engins mécaniques (+52,2 % en valeur et +101,7 % en volume) et de matériels électriques (+26,6 % en valeur et +20,1 % en volume). En revanche, les importations de véhicules professionnels (-16,4 % en valeur et -12,0 % en volume) et d'appareils mécaniques de signalisation (-82,9 % en valeur et -90,9 % en volume) reculent nettement.

Les biens intermédiaires affichent une évolution opposée entre valeur et volume. La hausse en valeur est soutenue

Importations de biens d'investissement (en millions d'euros)



Source : Douanes, traitement CVS IEDOM

par l'augmentation des importations d'ouvrages en fonte, fer et acier (+41,8 %), de bois (+36,5 %), de caoutchouc et d'ouvrages en caoutchouc (+80,2 %) ainsi que d'engrais (+46,9 %). Cette progression est toutefois limitée par la baisse des importations de matières plastiques (-25,3 %) et d'ouvrages en pierre, plâtre et ciment (-43,6 %). À l'inverse, la contraction en volume est principalement due à la baisse des importations de sel, soufre, terres, pierres et ciments (-43,1 %). Seules les importations de bois progressent simultanément en valeur (+36,5 %) et en volume (+23,3 %).

Sur un an, les importations de biens d'investissement augmentent en valeur (+7,3 %) mais reculent en volume (-11,1 %).

L'investissement des entreprises en 2024 montre une dynamique divergente entre valeur et volume, en lien avec l'évolution des importations de biens intermédiaires, qui progressent en volume (+32,2 %) mais diminuent en valeur (-5,2 %). Ces tendances s'expliquent notamment par les importations de pierres destinées aux travaux d'élargissement du quai Avel Mad à Miquelon. De leur côté, les importations de biens d'équipement restent stables en valeur (-0,1 %), malgré une forte contraction en volume (-27,0 %).

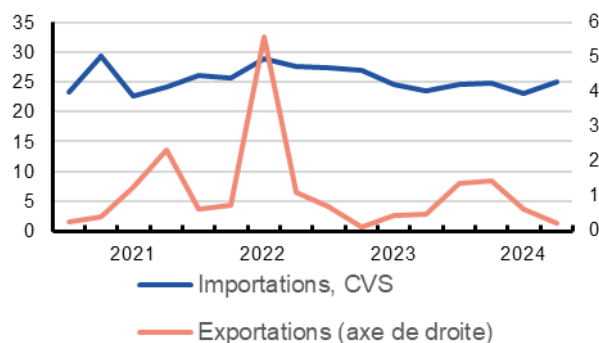
Enfin, l'encours bancaire des crédits d'investissement aux entreprises poursuit son recul (-1,5 % en g.t. après -2,0 %, -1,4 %, -2,1 %, -0,8 % et -6,7 % sur les cinq derniers trimestres), atteignant 39,4 millions d'euros à fin décembre 2024, soit un niveau inférieur de 6,8 % par rapport à l'année précédente.

Les importations de combustibles augmentent fortement sur le trimestre

Au quatrième trimestre 2024, les importations totales à destination de l'archipel (CVS) sont en hausse en valeur (+8,1 % en g.t.), tirées notamment par la forte progression des importations de combustibles (+240,7 % en g.t.). En volume, les importations de combustibles suivent la même tendance (+228,4 % en g.t.).

Sur la même période, les importations totales hors combustibles (CVS) augmentent également en valeur, mais de façon moins marquée (+1,3 % en g.t.).

Échanges commerciaux (en millions d'euros)



Source : Douanes, traitement CVS IEDOM

Les exportations déclarées s'élèvent à 0,2 million d'euros, soit une baisse significative de 66,4 % en glissement trimestriel. Elles sont impactées par la baisse importante des exportations de produits de la pêche et de combustibles.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les importations totales en valeur enregistrent un repli en glissement annuel (-4,4 %), en raison de la forte baisse des importations de combustibles sur l'année (-16,7 %). Le repli des cours du pétrole a eu pour effet de réduire la valeur des importations de combustibles en 2024 alors que les volumes importés ont diminué de manière moins marquée (-6,5 %).

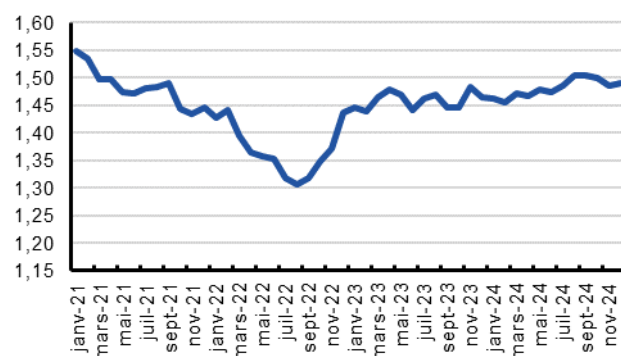
La parité EUR/CAD reste favorablement orientée

Sur l'ensemble du dernier trimestre 2024, l'euro se négocie en moyenne à 1,4921, soit une légère dépréciation de 0,4 % en glissement trimestriel vis-à-vis du dollar canadien.

Au cours de la période, le taux de change EUR/CAD moyen s'apprécie de 1,8 % en glissement annuel et conserve ainsi une évolution favorable depuis le mois d'août 2024.

Enfin, en 2024, la parité moyenne de l'EUR/CAD est de 1,48 CAD (+1,5 % sur un an).

Taux de change de l'EUR/CAD (parité moyenne mensuelle)

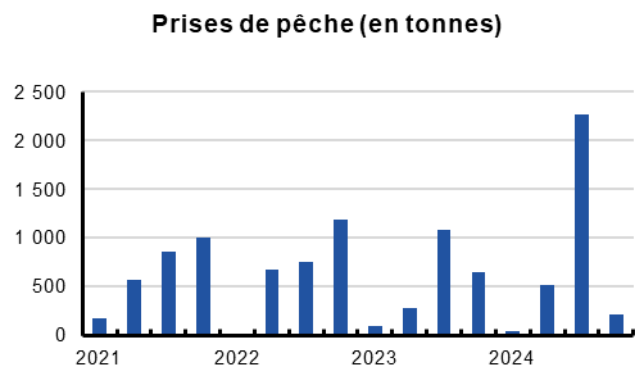


Source : Banque de France

L'activité demeure bien orientée dans les principaux secteurs de l'économie

Les prises de pêche se replient sur un an mais le bilan reste positif

Au quatrième trimestre 2024, les prises de pêche diminuent fortement (-67,1 % en g.a.) atteignant près de 215 tonnes contre environ 650 un an auparavant.



Source : DTAM / Pôle Maritime

Cette variation s'explique exclusivement par la baisse des captures de concombre de mer (-80,8 %, à 117 tonnes) en lien avec un nombre de sorties en mer moins important. Pour rappel, le *Cap Marie* avait pêché l'intégralité de son quota au cours du trimestre précédent.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les prises de concombre de mer (+50,7 %) atteignent près de 2 200 tonnes, soit un niveau qui n'avait plus été enregistré depuis 2019.

Le trimestre est également marqué par la progression en glissement annuel des captures de flétan blanc, qui sont passées d'environ 12 tonnes à plus de 62 tonnes en raison d'une amélioration de l'activité pour l'armement ASPM Océan. Enfin, les prises de homards doublent sur un an pour un total de plus de 12 tonnes.

Le tourisme de croisière poursuit son dynamisme

Au quatrième trimestre 2024, la fréquentation touristique étrangère enregistre à nouveau une forte hausse (+ 69,3 % en g.a., soit 1 297 passagers), toujours portée par la croissance du nombre de croisiéristes sur un an (+219,6 %, soit 604 passagers).

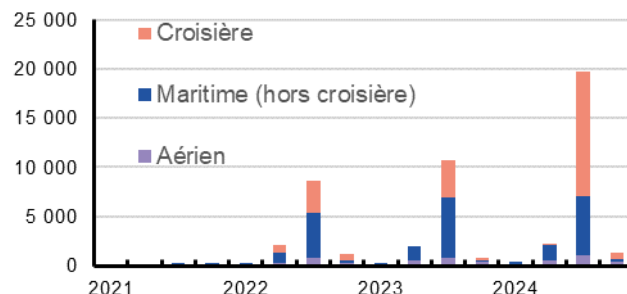
Hors croisiéristes, le nombre de touristes arrivant par voie maritime augmente également (+9,3 % en g.a. soit 258 passagers). Ce chiffre est également supérieur de 33,1 % à la moyenne observée sur la même période entre 2015 et 2023, en excluant les années 2020 et 2021 marquées par la crise sanitaire.

En outre, 435 étrangers se sont rendus sur l'archipel par voie aérienne (+27,6 % en g.a.), soit une amélioration de 43,6 % par rapport à la moyenne observée sur la période 2015-2023 (hors 2020 et 2021).

En lien avec la forte augmentation du nombre de croisiéristes, le nombre de touristes américains progresse fortement sur le trimestre (+673,1 % en g.a. respectivement). Sur la même période, le nombre de

touristes canadiens et de diverses nationalités augmentent de façon plus modérée (+25,3 % et +25,6 %).

Touristes étrangers par voie d'arrivée



Source : Police aux frontières

Toutefois, le nombre de croisiéristes observé au cours des trois derniers mois de cette année est inférieur aux niveaux connus en 2019 et 2018 à cette même période de l'année (987 et 1125 passagers respectivement).

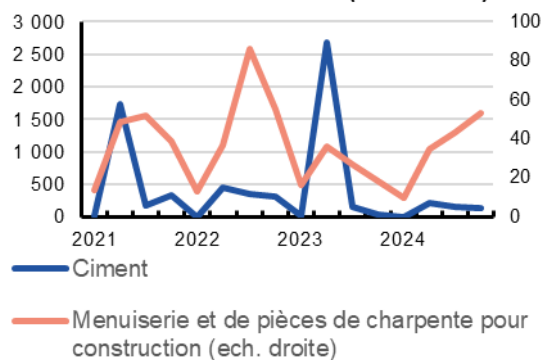
L'activité dans le BTP en demi-teinte

Le secteur du BTP affiche des résultats mitigés à fin décembre 2024.

Les importations de ciment sont 4,5 fois plus élevées qu'à la fin décembre 2023, soit un volume total passant de 27 tonnes à 126 tonnes. Néanmoins, ce dernier reste bien en deçà de la moyenne de 452 tonnes observée sur la même période entre 2016 et 2023.

De leur côté, les importations de menuiserie et de pièces de charpente progressent aussi nettement sur un an, passant de 18 tonnes en 2023 à 53 tonnes à fin décembre 2024. Il s'agit alors qu'une amélioration de 7,8 % par rapport à la moyenne observée sur la même période entre 2016 et 2023.

Importations à destination du secteur de la construction (en tonnes)



Source : Douanes

La conjoncture régionale et internationale

Le produit intérieur brut canadien en forte hausse pour le dernier trimestre 2024

La croissance économique canadienne atteint +0,6 % en g.t. au dernier trimestre 2024, après +0,5 % au trimestre précédent. Cette progression a été principalement portée par la hausse de la consommation des ménages (+1,4 % en g.t.) qui a affiché sa plus forte croissance depuis le deuxième trimestre 2022. Les exportations (+1,8 % en g.t.) et l'investissement des entreprises (+0,7 % en g.t.) ont également contribué à cette dynamique. L'investissement des entreprises a notamment été soutenu par la construction de bâtiments (+1,6 % en g.t.). En outre, l'investissement résidentiel des ménages canadiens a également progressé significativement (+3,9 % en g.t.). Il s'agit de sa plus forte hausse trimestrielle enregistrée depuis le premier trimestre de 2021. Dans le même temps, les prêts hypothécaires détenus par les ménages ont connu leur plus forte augmentation trimestrielle de l'année (+1,3 %) alors que le taux directeur de la Banque du Canada est passé de 4,25 % à 3,25 % entre le 4 septembre 2024 et le 11 décembre 2024.

Sources : Statistiques Canada et Banque du Canada

La croissance mondiale est hétérogène et incertaine

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. Aux États-Unis, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

Dans les autres pays, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

Dans la zone euro, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

En France, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

Au Japon, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompé. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, la croissance dans les pays émergents et en développement (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : M. Urban ■ Responsable de la rédaction : L. Claireaux

Rédaction : C. Dansel